

Le GIEC des sols et de l'alimentation : le rapport décennal de la FAO **L'agroécologie contre la « révolution verte » et ses 31% des GES mondiaux**

En décembre dernier, l'Organisation des Nations unies sur l'alimentation et l'agriculture (FAO) publiait, comme à chaque décennie, l'équivalent du rapport du GIEC portant sur l'état des sols et l'agriculture. Ce rapport recèle les mêmes points forts que celui du GIEC sur les diagnostics et les mêmes points faibles que celui portant sur les politiques en résultant, ce qui n'étonne pas de la part d'une organisation d'experts et de scientifiques mais redevable en dernière analyse aux États (FAO, [L'état des ressources en terres et en eau pour l'alimentation et l'agriculture dans le monde -- Des systèmes au bord de la rupture, Rapport de synthèse](#), 2021). De diagnostiquer le rapport (extraits avec des intertitres qui sont les miens) :

Le rapport 2021 sur L'État des ressources en terres et en eau pour l'alimentation et l'agriculture dans le monde, sous-titré « des systèmes au bord de la rupture », arrive au moment même où les pressions que les humains exercent sur les systèmes pédologiques et hydrologiques s'intensifient et où ces systèmes sont poussés à la limite de leur capacité de production. Les effets du changement climatique restreignent déjà la production pluviale et irriguée, et cela vient s'ajouter aux conséquences environnementales de décennies d'utilisation non durable.

L'utilisation par les humains des terres et de l'eau à des fins agricoles n'a pas encore atteint son point culminant, pourtant, tout indique que la croissance de la production agricole se ralentit, que la capacité de production s'épuise rapidement et que les dommages environnementaux se multiplient.

La faim progresse de nouveau malgré un apport gargantuesque en eau et intrants fossiles

La FAO estime qu'à l'horizon 2050 l'agriculture va devoir accroître de près de 50 pour cent le niveau de production d'aliments, de fibres et d'agrocarburant de 2012 pour satisfaire la demande mondiale en restant sur la voie d'une concrétisation de l'objectif Faim zéro en 2030. Le mouvement de reflux du nombre de personnes sous-alimentées que l'on avait réussi à enclencher dans les premières années de ce siècle s'est inversé, et l'on est passé de 604 millions de personnes sous-alimentées en 2014 à 768 millions en 2020. [...]

Les possibilités d'étendre la superficie cultivée sont limitées. Des terres agricoles fertiles sont perdues, grignotées par l'urbanisation. L'irrigation représente déjà 70 pour cent de tous les prélèvements d'eau douce.

Après être demeurée stable pendant cinq ans, la prévalence de la sous-alimentation s'est accrue de 1,5 point de pourcentage en 2020 – pour atteindre un niveau proche de 9,9 pour cent. En 2020, dans le monde, plus de 720 millions d'individus souffraient de la faim et près d'une personne sur trois (2,37 milliards) n'avait pas accès à une alimentation adéquate.

La superficie de la couverture forestière mondiale est tout juste supérieure à 4 milliards d'hectares, soit 30 pour cent environ de la surface totale émergée. La perte nette de couvert forestier entre 2010 et 2020 est estimée à 4,7 millions d'hectares/an, à comparer aux 5,2 millions d'hectares/an entre 2000 et 2010 et aux 7,8 millions d'hectares/an entre 1990 et 2000, ces chiffres tenant compte de l'extension de la forêt due à la régénération et au boisement.

On estime que la mise hors production de terres cultivées en raison de la salinisation des sols peut atteindre 1,5 million d'hectares par an.

Entre 2000 et 2017, les accroissements de population ont entraîné une baisse de 20 pour cent de la superficie agricole disponible par habitant pour les cultures et l'élevage, qui n'était plus que de 0,19 hectare/habitant en 2017.

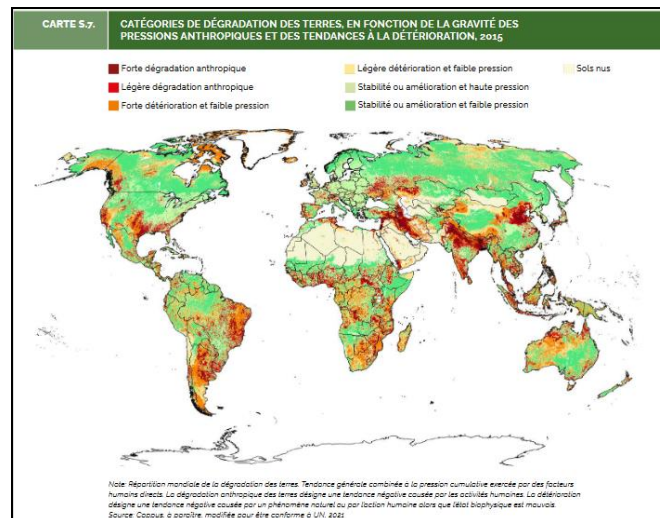
De l'amont à l'aval, l'agro-industrie est responsable de 31% des émanations mondiales des GES

En 2019, Les émissions anthropiques mondiales s'élevaient à 54 milliards de tonnes d'équivalent dioxyde de carbone (éq CO₂), dont 17 milliards de tonnes d'éq CO₂ – 31 pour cent – issues des systèmes agroalimentaires. Si l'on considère les types de gaz séparément, les systèmes agroalimentaires généraient 21 pour cent des émissions dioxyde de carbone, 53 pour cent des émissions de méthane et 78 pour cent des émissions d'oxyde nitreux. [...] Les émissions dues à l'agriculture (jusqu'à la sortie des exploitations) représentaient la plus large part des émissions totales du secteur agroalimentaire, soit 7 milliards de tonnes d'éq CO₂ environ, suivies par celles des processus de pré-production et de post-production (6 milliards de tonnes d'éqCO₂), puis par celles liées aux changements d'affectation des terres (4 milliards de tonnes d'éq CO₂). Les émissions dues aux systèmes agroalimentaires ont augmenté à l'échelle mondiale, de 16 pour cent sur la période 1990-2019, mais leur part dans le total des émissions a reculé, passant de 40 pour cent à 31 pour cent...

...la productivité totale des facteurs du secteur a augmenté de 2,5 pour cent par an au cours des dernières décennies, témoignant d'une plus grande efficacité dans l'utilisation des intrants agricoles. [...] L'usage des intrants agricoles s'est intensifié pour satisfaire la demande actuelle...

La dégradation anthropique touche le tiers des sols agricoles, surtout dans le Sud

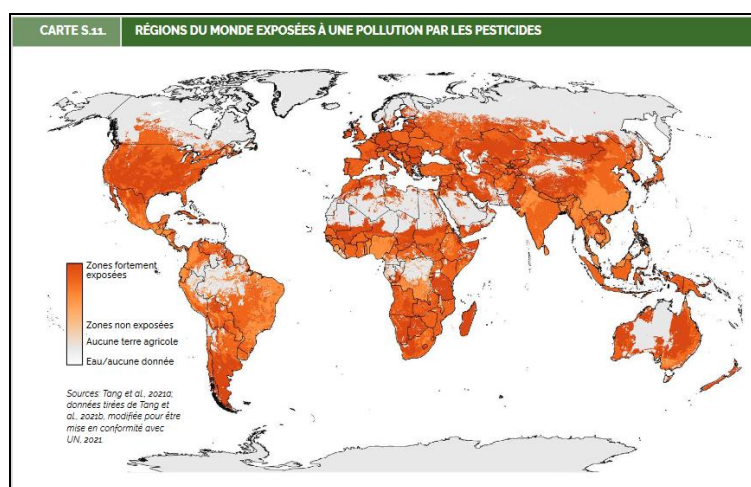
La dégradation anthropique touche 34 pour cent (1 660 millions d'hectares) des terres agricoles. [...] Un cinquième des terres dégradées par les activités humaines se situent en Afrique subsaharienne; vient ensuite l'Amérique du Sud, avec 17 pour cent. L'Amérique du Nord fait à peu près cinq fois la taille de l'Asie du Sud, mais les deux régions représentent chacune 11 pour cent de la dégradation mondiale. En valeur relative, l'Asie du Sud est la région la plus touchée, puisque 41 pour cent de sa superficie présente une dégradation anthropique et que cette dégradation est forte sur 70 pour cent de la superficie concernée. Viennent ensuite l'Asie du Sud-Est, avec 24 pour cent, dont 60 pour cent de dégradation grave, et l'Asie de l'Ouest, avec 20 pour cent, dont 75 pour cent fortement touchés. Les déserts ne sont pas compris dans ces estimations.



La pollution par les engrais fossiles est générale tant pour les sols que pour les eaux

L'augmentation de l'utilisation d'intrants chimiques (non organiques), le recours à la mécanisation agricole et l'impact global d'une monoculture et d'une pression de pâturage en hausse se concentrent sur un stock de terres agricoles en recul. Ils produisent un ensemble d'externalités qui débordent sur d'autres secteurs, dégradant les terres et polluant les ressources en eau de surface et en eau souterraine.

L'emploi d'engrais inorganiques dans les sols pour accroître ou maintenir les rendements a porté gravement atteinte à la santé de ces sols et a contribué à polluer les eaux douces du fait du ruissellement et du drainage. Les autres problèmes particulièrement inquiétants sont la pollution causée par de nouveaux contaminants chimiques, comme les pesticides, les produits pharmaceutiques vétérinaires et le plastique, et la résistance potentielle aux antimicrobiens qui n'est actuellement que très peu réglementée ou surveillée.

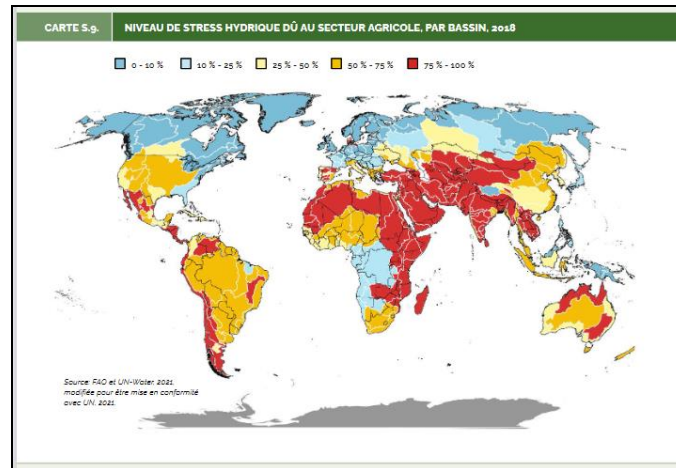


La production animale intensive, qui s'est développée rapidement afin de répondre à la demande croissante de viande, en particulier dans les pays à revenu intermédiaire ou élevé, exerce une pression localement sur les ressources en eau et en terres nécessaires à la production également intensive d'aliment et de fourrage pour les animaux. La concentration des intrants et des déchets de l'élevage a entraîné une utilisation accrue d'énergie issue des combustibles fossiles ainsi qu'une hausse des émissions de méthane et de la pollution ponctuelle de l'eau par les éléments nutritifs et les antibiotiques

Actuellement, on estime que quelque 2 250 km³/an d'effluents sont rejetés dans l'environnement: 330 km³/an d'eaux usées urbaines, 660 km³/an d'eaux usées industrielles (y compris de l'eau de refroidissement) et 1 260 km³/an d'eau de drainage des terres agricole.

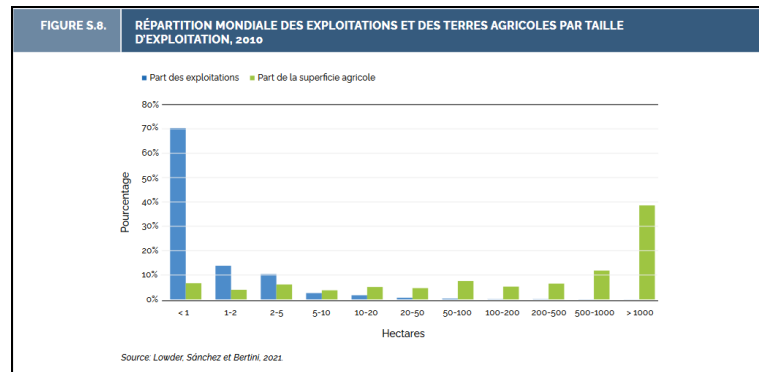
L'érosion emporte entre 20 et 37 milliards de tonnes de terre végétale par an [...] Les pertes annuelles de production céréalière dues à l'érosion ont été estimées à 7,6 millions de tonnes.

Toujours à l'échelle mondiale, l'agriculture consomme 72 pour cent du total des prélèvements d'eau de surface et d'eau souterraine, principalement à des fins d'irrigation. Approximativement 1,2 milliard de personnes vivent sur des territoires où de graves manques d'eau et des situations sévères de pénurie mettent l'agriculture à rude épreuve et où les épisodes de sécheresse sont extrêmement fréquents...



La distribution de la propriété en mal d'une réforme agraire disparue de l'horizon politique

De plus en plus, les systèmes d'exploitation agricole reflètent une fracture: les vastes exploitations commerciales se taillent la part du lion dans l'affectation des terres agricoles, concentrant les millions de petits exploitants qui pratiquent une agriculture de subsistance sur des terres exposées à la dégradation et au manque d'eau.



Entre 1960 et 2010, la taille moyenne d'exploitation a diminué dans presque tous les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, tandis qu'elle augmentait dans un tiers des pays à revenu intermédiaire et dans pratiquement tous les pays à revenu élevé.

La concentration accrue des terres agricoles entre les mains des plus grands exploitants dans les pays à revenu plus élevé concerne la plupart des grands pays d'Europe (à l'exception de l'Espagne), ainsi que le Brésil et les États-Unis d'Amérique.

Dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, 77 pour cent environ des petites exploitations se trouvent dans des régions où l'eau est rare...

L'accès aux terres et à l'eau et la gestion de ces ressources sont aussi au centre de graves problèmes de parité entre les sexes et d'équité. Les femmes représentent plus de 37 pour cent de la main-d'œuvre agricoles rurale dans le monde, 48 pour cent si l'on considère les seuls pays à faible revenu. [...] Les femmes sont encore moins de 15 pour cent à être propriétaires de terres agricoles...

Un certain jovialisme climatique pour les pays du Nord ouvrant la porte à un plat réformisme

Si le diagnostic de l'état des sols et de l'agriculture est sans concessions, l'anticipation de l'effet des changements climatiques sur ceux-ci est pour le moins mitigée et devient carrément jovialiste pour les pays du Nord :

...pour la culture pluviale de blé dans le scénario d'accroissement des émissions et des températures à l'horizon des années 2080 (RCP 8.5), qui entraînerait une hausse des températures de 4,2 °C [...] la production de blé augmenterait en Argentine, en Australie, au Canada, au Chili et dans le nord de l'Eurasie, et diminuerait dans la majeure partie de l'Afrique centrale et dans certaines parties du Brésil, de l'Asie centrale et de l'Inde.

Le rapport admet tout de même que si « [l]a hausse des températures va offrir des possibilités d'étendre la production céréalière vers le nord », cela ne sera pas sans danger puisque « les sols des frontières agricoles contiennent à eux seuls jusqu'à 177 milliards de tonnes de carbone, qui risqueraient ainsi d'être relâchées ». En plus, « [l]e changement climatique accroît le risque de sécheresse en augmentant la fréquence et l'ampleur des phénomènes météorologiques extrêmes ». En témoigne la baisse des récoltes du tiers dans les grandes plaines de l'Ouest canadien en 2021, « la pire sécheresse qu'a subie le Canada depuis au moins 50 ans » (Radio-Canada, [Baisse de plus de 35 % des récoltes de canola et de blé au Canada](#), 15/12/21).

Le mitigé jovialisme climatique ouvre la porte à un plat réformisme de concertation sociale pour remédier à la crise agricole qu'annonce le rapport : *Le rapport 2021 indique comment organiser les réponses institutionnelles et techniques [...] ce qui nécessitera [...] des systèmes intégrés d'utilisation des terres mieux adaptés aux nouvelles conditions agricoles [...] en] collaboration avec la société civile, les universités, les collectivités locales, les femmes et les filles, les jeunes et le secteur privé. Comme « [l]es niveaux de financement actuels restent en grande partie insuffisants [...] n encourage les financements internationaux et les investissements publics et privés.*

On souligne certes « [l]a grande diversité du secteur privé » dont les « petits exploitants » pour finalement s'en remettre aux « investissements du secteur privé [qui] doivent venir compléter ceux opérés par les banques de développement et les fonds pour l'environnement. » Ainsi « les interventions des pouvoirs publics dans le domaine de la gestion foncière doivent-elles s'occuper aussi bien de la concentration toujours plus forte des exploitations entre les mains d'un nombre relativement faible de grandes entreprises pratiquant une agriculture commerciale, que des millions d'agriculteurs qui exploitent deux hectares ou moins. »

Adieu donc la réforme agraire mais plutôt « des approches consensuelles pour permettre à la société civile, et notamment aux groupes marginalisés, de s'impliquer et de négocier efficacement avec les pouvoirs publics et le secteur des entreprises. » Et bien sûr, « [l]es gouvernements peuvent encourager les consommateurs, les organisations non gouvernementales et les entreprises à adopter des pratiques d'investissement responsable... » Une fois de plus, le bla-bla du statu quo amélioré succède à la justesse du diagnostic.

Le rapport pave la voie au Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires... anti FAO

Faut-il alors se surprendre que « *Via Campesina [et de] nombreux autres mouvements sociaux de petits producteurs alimentaires, de travailleurs et de peuples autochtones [aient] boycott[é] le Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires (UNFSS), qui [s'est tenu] à New York le 23 septembre 2021. [...] Le Mécanisme de la société civile et des peuples autochtones (MSC), qui comprend [ces groupes] a souligné que [...] le Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires est en train de saper les institutions et les organismes multilatéraux existants [...] alors que la FAO a accueilli toutes les éditions précédentes [...] ?* »

[C]e « Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires » repose sur l'idée de « multipartenariat » – traitant toutes les parties prenantes comme égales, sans tenir compte des déséquilibres de pouvoir ou de leur position dans le système. Cette fiction de l'égalité permet aux puissants de ne pas être contestés et de ne pas avoir de comptes à rendre, en cachant ou en ignorant tout conflit d'intérêts. En confondant les intérêts privés des entreprises avec l'intérêt public, elle supprime et efface ce dernier. [...] Qui prend les décisions ? Sur quelles bases ? Qui est responsable ? Devant qui ?

[Ce Sommet] ignore les connaissances traditionnelles et expérientielles des petits producteurs agricoles, des populations autochtones, paysannes et rurales. La numérisation, la modification génétique, l'agriculture de précision et d'autres approches lourdes en produits chimiques, en capitaux et en combustibles fossiles occupent le devant de la scène parce que ces prétendues solutions sont les plus rentables pour les entreprises (au détriment de l'environnement et des moyens de subsistance des agriculteurs). [...] le Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires ignore tous ces avertissements et continue de défendre un modèle d'agriculture intensive dirigé par les entreprises

La véritable solution aux crises climatiques, à la faim, aux migrations de détresse et à l'extrême pauvreté réside dans les populations. Elle doit émerger des principes de souveraineté alimentaire et de justice sociale. Elle doit reconnaître la nourriture comme un droit humain fondamental et non comme une marchandise destinée au commerce spéculatif.

(Via Campesina, [Le Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires est détestable et représente une menace pour la souveraineté alimentaire des peuples](#), ESSF, 22/09/21)

Au Canada et au Québec, c'est la Finance contre la relève dont celle agroécologique

Un coup d'œil sur les multiples cartes du rapport montre bien que le Québec, sauf pour l'abus de pesticides, herbicides et d'engrais artificiels propres à l'agro-industrie n'est pas affligé de la myriade de maux mis en évidence dans ce rapport qui vont jusqu'à modifier la mappemonde :

L'assèchement de la mer d'Aral, en Asie centrale, jadis l'un des plus grands lacs du monde, littéralement vidée aux fins d'irrigation des cultures de coton, en est un exemple criant. En Afrique, la disparition de l'immense lac Tchad, où vivent 40 millions de personnes, en est un autre. Sur la plaine de l'Indus et du Gange, habitée par 600 millions de personnes, les eaux souterraines sont pompées à un rythme terrifiant, en même temps qu'une grande partie de cette eau est impropre à la consommation pour cause de contamination par le sel et l'arsenic.

À ce titre, le Québec est peut-être loin de souffrir d'un « stress hydrique » comparable à ceux que subissent l'Afrique ou l'Asie, mais il fait certainement partie du problème en ce qui a trait à la banlieusation et à l'étalement urbain...

(Guy Taillefer, [Couler à pic, ou pas](#), Le Devoir, 28/12/21)

Toutefois, si le Canada et le Québec ne connaissent pas ou peu le phénomène de la misère paysanne, il n'en n'existe pas moins un sérieux problème de concentration et d'achat de terres qui entrave la voie de la relève, en particulier de celle voulant se libérer du cul-de-sac climatique de l'agro-industrie :

[Le] processus [de concentration des terres] remonte au moins aux années 1940. Il y a eu une accélération de cette tendance à la concentration des terres dans les 30 dernières années. Il est assez commun, aujourd'hui, de voir des exploitations de plus de 4000 hectares. Il y a aussi deux tendances qui se renforcent l'une et l'autre : d'un côté, il y a la concentration des terres agricoles pour faire de très grandes exploitations et, de l'autre côté, il y a l'intérêt des investisseurs dans les terres agricoles. [...] cela pose un très grand défi pour la relève agricole [...]

...on voit aussi de plus en plus d'investisseurs, que ce soit des fonds de pension ou des personnes très riches, qui veulent aussi acheter des terres agricoles dans les trois provinces des Prairies. Il y a des lois qui empêchent des étrangers d'acheter des grandes terres agricoles. Ces lois-là existent en Alberta, en Saskatchewan et au Manitoba, donc ce sont plutôt des investisseurs canadiens. Il y a plusieurs compagnies d'investissement qui se spécialisent dans l'acquisition des terres agricoles un peu partout au Canada.

(Thibault Jourdan, [La concentration des terres agricoles, « un très grand défi pour la relève »](#), Radio-Canada, 9/11/19)

À la pression du secteur de la Finance s'ajoute celle des riches citoyens ce qu'a accentué la pandémie :

Le prix de la terre est constamment en hausse et le regain d'intérêt des citoyens des métropoles pour des maisons de campagne ne fait qu'aggraver la situation. [...] L'appétit des citoyens pour les propriétés en campagne en cette période de pandémie n'a rien de réjouissant pour la relève. [...]

L'accès à la terre est encore plus difficile pour cette nouvelle génération d'agriculteurs qui délaisse le modèle d'agriculture industrielle au profit de la production biologique à petite échelle misant sur les circuits courts. La législation québécoise a favorisé la "fusion" des terres pendant des décennies pour le bénéfice des grandes fermes.

« Ça fait des décennies qu'on nous dit que l'âge moyen des agriculteurs est élevé, que c'est une population vieillissante, qu'il y a très peu de relève. Par contre, dans notre secteur, dans le milieu du maraîchage, de la biodiversité, les écoles sont pleines. » — Une citation de Caroline Poirier, présidente de la CAPÉ (Coopérative pour l'agriculture de proximité écologique)

(Thomas Deshaies, [Accès à la terre : la situation se dégrade pour la relève agricole](#), Radio-Canada, 19/11/20)

Il n'y a pas seulement la relève qui en est affectée mais aussi le régime de propriété des terres agricoles : « ...avec plus de 600 000 hectares de terres en location, le taux de propriété des fermes québécoises se situerait plutôt entre 65 et 70 %... » (UPA, [L'accaparement des terres agricoles : quatre raisons d'agir!](#), 2015). Du coût de la terre découle une croissance de l'endettement auquel s'ajoute l'étranglement en amont et en aval des grandes entreprises des intrants et de la transformation :

La valeur moyenne des terres agricoles en culture a plus que triplé depuis 2007. Les agriculteurs et les agricultrices doivent s'endetter, parfois sur plus d'une génération, pour acheter les terres... [...]

La relève agricole est de plus en plus condamnée à la location perpétuelle... [...] Les terres agricoles sont la nouvelle manne des institutions financières et des sociétés immobilières.

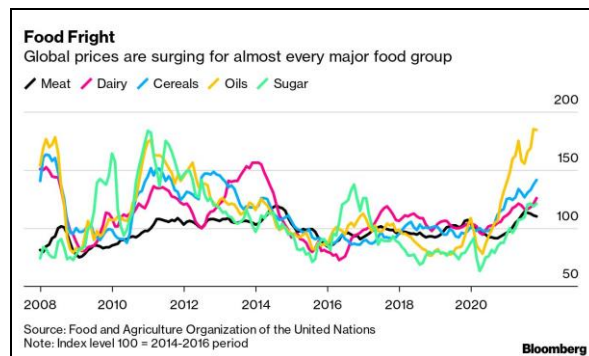
La concentration de l'industrie agroalimentaire est un autre problème. [...] Dans la production serricole, trois acteurs génèrent environ 80% de la production totale en légumes. Même scénario dans la filière du lait et de la transformation et distribution de volailles et de porcs. Trois multinationales, dont Monsanto-Bayer, contrôlent plus de 60% des ventes de pesticides et de semences à l'échelle mondiale.

(Émilise Lessard-Therrien, députée de Rouyn-Noranda-Témiscamingue pour Québec solidaire, [Morcellement des terres agricoles: la révolution manquée du ministre de l'Agriculture](#), Journal de Québec, 18/12/21)

Une révolution verte épuisée se noyant dans un salmigondis de pollution

La « révolution verte », qui a mondialisé le modèle agro-industriel propre aux pays impérialistes a certes causé une croissance phénoménale des rendements des sols et de la force de travail mais ce fut au prix d'une forte pénétration de l'agriculture par l'énergie fossile (mécanisation, engrais, pesticides, herbicides, transport, transformation). Tant et si bien, comme le rappelle le rapport de la FAO, que cette agriculture apparemment rentable a un bilan énergétique et de GES fort négatif, sans compter un apport faramineux d'eau qui à maints endroits du monde vide les rivières et les nappes phréatiques. Finalement, elle épuise les sols qu'il faut de plus en plus artificialiser et elle favorise la concentration de la propriété étant donné l'intensité de capital requis ce que souligne aussi le rapport de la FAO.

La révolution verte a dissipé son potentiel d'efficacité tout en révélant son coût écologique et social. Les transnationales de l'agro-industrie voudraient soi-disant relancer une deuxième révolution verte à coups d'OGM qui rendent encore plus dépendant des intrants énergivores, auxquels il faut ajouter les semences industrialisées, tout en étant une menace supplémentaire de pollution biologique. En résulte une flambée des prix alimentaires mondiaux, en 2008 comme maintenant, envenimée par les coupures dans le soutien à l'agriculture des pays dépendants sous l'égide du FMI et par le nouveau marché des agro-carburants. En rajoutent les catastrophes climatiques en cascade qui se conjuguent à la pandémie :



Masqué par le soutien au Nord, le transfert de la rente foncière agricole sur le dos du paysannat

Comme pour son bilan énergétique, le bilan économique de l'agro-industrie est en dernière analyse négatif malgré une apparence positive. L'opération nue du marché, par une rémunération de la force de travail (travailleur agricole et petit producteur) nettement sous la moyenne opère un transfert de la valeur agricole d'abord vers la grande propriété foncière et les transnationales de l'import-export puis au bénéfice des pays du Nord. Ce transfert trouve son explication fondamentale dans la rente foncière agricole étant donné la rareté inhérente des surfaces cultivables, au prorata de leur productivité naturelle, s'intensifiant au fur et à mesure de la croissance des populations, de leurs revenus... du régime alimentaire carné. Cette réalité crue chez les pays dépendants est envenimée par les diktats du FMI lesquels par l'interdit des soutiens et par l'exacerbation de la concurrence conduisent bien souvent à une rémunération de la force de travail n'assurant même pas sa basique reproduction.

Le gargantuesque soutien à l'agriculture industrielle dans les pays impérialistes et dans une moindre mesure dans les pays du BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) et consorts, masque la cherté implicite de la nourriture. Ce soutien a toujours été un os dans la gorge du néolibéralisme comme l'a démontré le goulot d'étranglement de l'agriculture dans toutes les négociations des traités de libre-échange. Il ne faut pas s'en surprendre : le prix de la nourriture est le déterminant essentiel du prix de la force de travail, et de ce fait une arme stratégique des conflits inter-impérialistes et entre ceux-ci et le BRIC. Pour la grande majorité du prolétariat mondial, la part du budget alimentaire est déterminante. L'apparente statistique contraire dans les pays impérialistes, à en juger par l'éventail des dépenses de consommation, vient du fait que le revenu du fermier est massivement soutenu pour garder les prix bas et qu'à contrario le prix du logement est gonflé par la rente foncière urbaine sur fond du duo énergivore auto-bungalow.

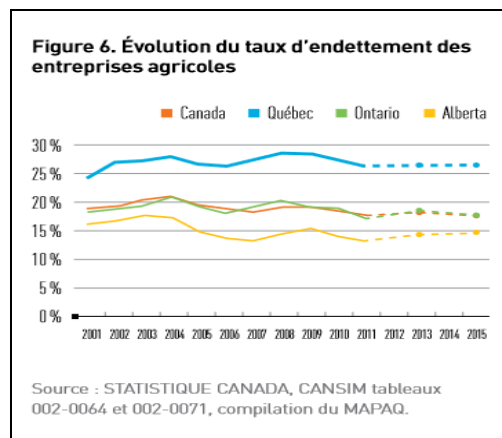
Pour la production agricole capitaliste et la petite production capitalisée des pays impérialistes et jusqu'à un certain point du BRIC, c'est plutôt un soutien étatique massif qui assure la rentabilité du secteur agricole dont une rémunération des petits producteurs équivalente au salaire moyen du prolétariat. Il faut cependant distinguer la couche des grands propriétaires qui jouissent quelque peu de la rente foncière, et de celle du droit d'embaucher de sous-payés travailleurs étrangers captifs de leur emploi, de celle de la couche inférieure qui doit chercher une rémunération complémentaire sur le marché du travail non-agricole. Ce jeu de balance contradictoire entre le Nord et le Sud est rendu nécessaire parce que le marché mondial des céréales, lequel détermine un prix mondial unique, doit s'ajuster aux rapports de force différenciés tant internes qu'externes, lesquels sont favorables aux fermiers vis-à-vis des paysans et aux grandes puissances vis-à-vis les autres pays. (Cependant, le bas prix relatif des produits tropicaux repose seulement sur la très basse rémunération des paysans et paysannes du Sud.)

L'exception à la règle : la politique des quotas qui fait grimper les prix internes

Cependant, au Canada et particulièrement au Québec où cette production domine, la production laitière (et certaines autres) fait l'objet d'une politique de l'offre reposant sur des quotas ce qui exclue cette production du commerce mondial. Comme le marché des quotas font

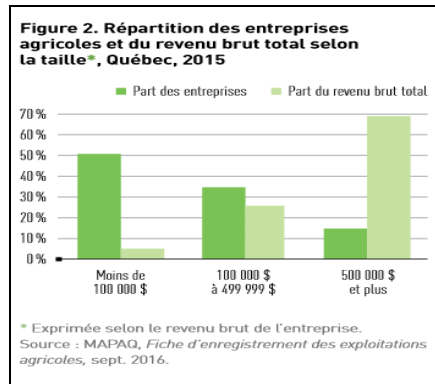
que leur valeur « en tant qu'actifs de l'entreprise dépasse la valeur des autres actifs (y compris les bâtiments et les vaches) » (Wikipédia, [Quota laitier au Canada](#)) en résulte un prix de détail au détriment du consommateur. Cependant, l'État se dispense de subventions directes tout en imposant un cadre réglementaire. Cette politique de soutien du lait, principale production québécoise, est fort différente celle du porc, seconde production agricole québécoise, vendu mondialement. Pendant que la volatilité des prix mondiaux favorise les « intégrateurs » qui réduisent les fermiers à la sous-traitance par manque de capitaux sans toutefois leur enlever le risque de marché, les quotas laitiers, « l'une des plus lourdes hypothèques qui pèsent sur l'agriculture québécoise » ([Rapport de la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois](#) dit Rapport Pronovost, 2008), lestent de 60% la valeur marchande de la ferme laitière moyenne, ce qui handicape tant les investissements productifs que la relève.

En résulte un « endettement sans précédent des agriculteurs », relativement plus important de 50% qu'en Ontario et plus du triple qu'aux ÉU et qui « a doublé au cours des dix dernières années », ce qui provoque « la baisse des revenus agricoles ». Cette baisse a obligé les ménages agricoles, particulièrement la conjointe, à travailler à l'extérieur de la ferme pour les deux tiers de leurs revenus afin de se maintenir à flot. Une ferme familiale québécoise endettée par-dessus la tête ne sera pas en mesure de se lancer dans une révolution agroécologique.



Gouvernement du Québec, Alimentation – Sommet 2017, [Cahier thématique 3 - Perspectives d'avenir pour les entrepreneurs agricoles et les pêcheurs](#)

Le corollaire de l'endettement est la concentration des fermes : « Les fermes ayant des revenus de 100 000 \$ et moins, soit près de 20 000 fermes [les deux tiers des fermes existantes], génèrent [seulement] 10 % des revenus bruts globaux. » (Michel Morisset, Université Laval par Claude Turcotte, [Portrait - Et si l'on parlait de rentabilité?](#), Le Devoir, 27/04/2008). On peut être certain que les grandes fermes, qui bénéficient le plus des subventions et/ou des quotas, comme la tour de Pise penchent du côté du statu-quo agro-industriel. La conséquence en est que l'Union des producteurs agricoles (UPA) a fortement tendance à se crisper dans la défense des acquis, à freiner l'éco-conditionnalité et à ossifier sa direction des plans conjoints de mise en marché qui financent ses fédérations spécialisées.



Gouvernement du Québec, Alimentation – Sommet 2017, [Cahier thématique 3 - Perspectives d'avenir pour les entrepreneurs agricoles et les pêcheurs](#)

Non seulement la concentration de la propriété concerne-t-elle l'amont et l'aval de la ferme comme presque partout ailleurs dans le monde mais elle est très forte au niveau de la distribution : trois distributeurs dont deux hors Québec contrôlent de 90 à 95% du marché avec en plus Walmart qui s'y pointe. Sans une remise en cause de l'endettement des fermes familiales et de leur concentration/transformation en fermes capitalistes, de la monopolisation tout au long de la filière agro-industrielle, et sans remise en question des modes de consommation et d'habitation, y compris les rapports ville-campagne, on sera coincé entre le Charybde du libre-échange et le Scylla du protectionnisme. Historiquement, le recours aux coopératives dans un environnement capitaliste a été un échec. Desjardins, Coop fédérée/Olymel et Agropur participent comme les autres banques et autres fournisseurs à l'étouffement de la ferme familiale, sans compter leur antisindicalisme notoire.

Non seulement la ferme familiale est-elle étranglée par la finance mais elle est aussi coincée entre d'une part les transnationales des engrais, des semences et des équipements et d'autre part les grandes entreprises de la transformation et de la distribution, sans compter les intégrateurs dans le porc. Elle est condamnée, pour survivre, soit à l'agriculture de niche normalisant l'auto-exploitation et le double emploi, soit à l'élargissement et à l'embauche de travailleurs étrangers temporaires. La pandémie a souligné la sur-exploitation, et souvent le risque sanitaire, des travailleurs des abattoirs et des grandes fermes maraîchères dont une forte portion sont au Canada et au Québec des travailleurs temporaires mexicains et guatémaltèques.

Gaspillage alimentaire et régime carné bouffent les sols et accaparent l'eau douce

L'agro-industrie, quand on tient compte non seulement de la production agricole proprement dite comme le font les statistiques officielles, mais aussi de la transformation de ses matières premières et de ses produits et particulièrement de leur transport engendre, comme le rapport de la FAO l'a constaté, le tiers des GES mondiaux. La lutte au gaspillage alimentaire permettrait une baisse notable des GES : « *Près de 60 % des aliments produits au Canada, soit 35,5 millions de tonnes métriques, sont perdus et gaspillés chaque année. De ce nombre, 32 % - soit 11,2 millions de tonnes métriques de nourriture perdue - sont évitables et constituent des aliments comestibles...* » (Second Harvest, [The Avoidable Crisis of Food Waste](#), 2019). Ajoutons-y une forte atténuation du régime carnivore pour faire un autre bout de chemin car « *[l]e marché de*

l'alimentation animale est de loin le plus important utilisateur de grains au Québec. » Il représente plus de 80 % des utilisations » ([MAPAQ, 2018](#)) :

La lutte contre les changements climatiques passe inévitablement par un changement majeur de notre régime alimentaire. Cela implique surtout de réduire substantiellement notre consommation de viande, conclut une nouvelle étude publiée mercredi dans le magazine scientifique [Nature \(en anglais\)](#). [...]

En moyenne, les habitants de planète devraient ainsi réduire de près de 75 % leur consommation de viande rouge. Pour les Canadiens, ce recul serait davantage de l'ordre de 85 %, en tenant pour acquis un passage à un seul repas à base de viande par semaine [...]

...cette production est responsable à elle seule de 72 à 78 % de toutes les émissions de GES du secteur agricole mondial, selon les données présentées dans l'étude. À titre d'exemple, la production d'un seul kilogramme de bœuf génère 32,5 kg de CO₂. Pour l'agneau, on évalue le bilan à 33 kg par kilogramme produit, et à 2,9 kg pour le porc. A contrario, le bilan est de 0,1 kg pour le soya, 0,06 kg en moyenne pour les légumes, 0,7 kg pour les noix et 1,18 pour le riz.

En plus des émissions de GES, les produits d'origine animale monopolisent d'importantes superficies de terres cultivables, pour une moyenne de quatre à six mètres carrés pour chaque kilogramme de bœuf, de poulet, d'agneau ou de porc. Or, les nouvelles terres agricoles sont bien rendues disponibles en recourant à la déforestation. En Amazonie, par exemple, près de 75 % des vastes régions naturelles perdues l'ont été au profit de la production de viande ou des céréales nécessaires pour nourrir les animaux. [Et la déforestation est aussi un facteur de zoonose, NDLR]

Alexandre Shields, [Manger moins de viande pour lutter contre les changements climatiques?](#), Le Devoir, 9/08/19)

L'agrobiologie commande une révolution de l'aménagement du territoire et du régime de travail

Si la réduction du transport des aliments, une part substantielle du commerce des marchandises car on mange trois fois par jour, passe par la lutte au gaspillage alimentaire et par la réduction de l'alimentation carnée qui gonfle et complexifie la matrice de la transformation, elle concerne aussi les rapports urbain-rural et ceux national-international. L'alimentation végétarienne à elle seule par l'importante réduction des surfaces à cultiver (et celle des pacages extensifs dévastant les forêts tropicales) y contribuera pour une grande part. La maximisation des trajets courts fait appel à la fois au recours à la diversité des produits du terroir dont les céréales, légumineuses et oléagineux adaptés aux sols et climat locaux et à l'agriculture urbaine basée sur l'interpénétration de la ville et de la campagne de sorte aussi à faciliter le recyclage organique.

L'organisation mondiale Via Campesina, porte-étendard des paysans et des fermiers de gauche, nomme cette voie « souveraineté alimentaire », à ne pas confondre avec autarcie alimentaire, modèle d'agriculture biologique en opposition à la polluante et énergivore agro-industrie. Contrairement aux dires de l'UPA, souveraineté alimentaire et agro-industrie sont antinomiques car la diversité de l'assiette contredit la monoculture de l'agro-industrie. La généralisation de la révolution agroécologique s'est toujours butée à un soutien étatique massif à l'agriculture industrielle. Pourtant la pandémie avait créé et crée toujours l'opportunité de s'y mettre tant elle a incité un mouvement de reconnexion à la terre. Quant à la productivité du sol, l'agrobiologie, au fur et à mesure qu'elle reconstituera l'humus du sol, dépassera celle agro-industrielle pour une réduction supplémentaire des surfaces cultivées.

Pourquoi ne pas transformer les pelouses et toits urbains, une fois renforcés, en autant de jardins maraîchers, familiaux et communautaires ? Celles et ceux expérimentés, dûment payés et guidés par des experts, encadreraient les novices y compris les adolescents et les enfants. Cette expérience commencerait à créer un lien des urbains avec la terre en passant par sa jeunesse tout en s'appuyant sur celles et ceux qui y ont déjà le pouce vert grâce au jardinage dans les arrière-cours, de balcon et communautaire. En temps de pandémie, ce serait une manière écologique de sortir en sécurité du pesant et, pour plusieurs, risqué confinement tout en préparant l'avenir.

Cette expérience susciterait l'apparition d'une main-d'œuvre qui resterait ou retournerait au village pour devenir co-proprétaire ou coopérante de fermes paysannes assises sur l'agrobiologie. Ces fermes ont besoin d'une abondante main d'œuvre car elle vise la maximisation de la productivité du sol sous contrainte du maintien de sa fertilité et non celle de la maximisation de la productivité de la main-d'œuvre aux dépens du sol artificialisé comme l'agriculture industrielle. C'est cette caractéristique qui en fait par définition une agriculture anticapitaliste.

La ferme paysanne serait soutenue autant que l'est aujourd'hui la ferme agro-industrielle en particulier par une socialisation de sa finance et de sa distribution ce qui empêcherait l'étranglement de l'agriculture par la banque dénoncé par le rapport Pronovost. Ainsi deviendrait possible la mise sur pied de circuits courts et marchés paysans comme moyen principal de distribution et non pas comme méthode marginale à l'ombre des oligopoles Métro-Sobey-Loblaw-Walmart qui contrôlent l'approvisionnement en fonction de normes standardisées de la consommation de masse.

La ferme paysanne a besoin d'un accès bon marché à la terre ce qui serait possible par l'intermédiaire de la constitution d'un fonds de terre étatique mis à la disposition des fermes paysannes sur la base d'un droit d'usage garanti tant que la ferme garde sa vocation de ferme agrobiologique. Comme main-d'œuvre il faudrait commencer par offrir aux travailleurs temporaires et à leurs familles le statut d'immigrant reçu tout en leur accordant un meilleur salaire et conditions de travail dont la pleine protection du code du travail et le droit de se syndiquer. Ainsi seraient réunies les conditions d'un retour à la terre de la jeunesse québécoise.

Marc Bonhomme, 15 janvier 2022

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca